

Jérémy Jammes et François Robinne (dir.)

L'Asie du Sud-Est 2014 : bilan, enjeux et perspectives

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Philippines

L'administration Aquino à la croisée des chemins

François-Xavier Bonnet

DOI : 10.4000/books.irasec.2489

Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Les Indes Savantes

Lieu d'édition : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Les Indes Savantes

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 3 juillet 2018

Collection : Asie du Sud-Est

ISBN électronique : 9782355960413



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

BONNET, François-Xavier. *Philippines : L'administration Aquino à la croisée des chemins* In : *L'Asie du Sud-Est 2014 : bilan, enjeux et perspectives* [en ligne]. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2014 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/irasec/2489>>. ISBN : 9782355960413. DOI : 10.4000/books.irasec.2489.

Philippines

L'administration Aquino à la croisée des chemins

François-Xavier Bonnet

L'année 2013 est une année charnière pour l'administration Aquino. Avec une économie toujours aussi performante, une très forte popularité du président, des élections de mi-mandat remportées haut la main et une lutte contre la corruption et la fraude fiscale efficace, l'administration du président semblait consolider les acquis des années précédentes. Cependant, les scandales de corruption de haut niveau exposés dans la presse à partir de juillet, et concernant, pour l'instant des personnalités de l'opposition, vont tester la volonté réelle du gouvernement Aquino de transformer la culture politique du pays. L'année 2013 voit aussi la poursuite du processus de paix à Mindanao malgré la volonté de certains groupes rebelles de tout faire pour le saboter. Enfin, c'est aussi l'année où les Philippines ont osé défier juridiquement la seconde puissance économique du monde, la Chine, en mer de Chine méridionale.

1 - Popularité, croissance économique et... corruption

Un parcours sans faute à mi-mandat...

Avec une très forte popularité variant de 73 % (*Pulse Asia survey* de juillet 2013)¹ à 76 % (*Social Weather Stations* ou *SWS survey* de juillet 2013), jusqu'en juillet, l'administration du président Aquino consolidait la dynamique des années précédentes. L'indice de satisfaction de la *SWS*

¹ « Aquino, Binay keep high trust approval ratings, Pulse-asia », *Inquirer.net*, 29 juillet 2013.

*survey*² montrait une constante hausse non seulement à Metro Manille (Grand Manille) (traditionnellement un bastion de l'opposition à toute administration centrale), mais aussi dans le reste de Luzon et la région centrale des Visayas (Mindanao a vu son indice stagner car déjà très haut). Cet indice de + 66 au niveau national (« très bon ») battait tous les records précédents, notamment celui du président Estrada, quelques mois après son élection en 1998 (novembre 1998, + 36, « bon »)³. Cependant, depuis les révélations des scandales financiers en juillet 2013 (cf. *infra*), le président Aquino voit sa cote de popularité s'effriter subitement en octobre, perdant 8 % de bonnes opinions par rapport à juin (68 % et un indice de satisfaction de + 49)⁴.

La forte popularité d'avant juillet s'est traduite par un véritable raz de marée électoral lors des élections de mi-mandat le 13 mai 2013. En effet, la coalition « Team-Pnoy », formée de cinq partis politiques (dont le Parti libéral du président), et emmenée par le président lui-même, a remporté une écrasante majorité à la fois à la Chambre des représentants (194 sièges sur 250) et au Sénat (16 sénateurs sur 22)⁵. Cette victoire électorale écrasante, dans les deux chambres, est extrêmement rare aux Philippines et devrait permettre à l'administration Aquino d'accélérer les nombreuses réformes (notamment celle du secteur de l'électricité afin de rendre les entreprises plus compétitives) prévues pour la fin du mandat.

² L'indice de satisfaction du SWS est la différence entre les pourcentages des personnes satisfaites et celui des personnes mécontentes.

³ « 3 of 4 pinoy satisfied with Aquino government performance latest SWS survey shows », *Gmanetwork.com*, 19 septembre 2013 (www.gmanetwork.com/news/story/327110/news/nation/3-of-4-pinoy-satisfied-with-aquino-govt-performance-latest-sws-survey-shows).

Metro Manille a un indice de + 53 « très bon », Luzon (+ 68, « très bon »), les Visayas (+ 76, « excellent ») et Mindanao (+ 63, « très bon »).

⁴ Natacha Guttierrez, « SWS : Dissatisfaction with Aquino rises », *Rappler.com*, 14 septembre 2013 (www.rappler.com/nation/41313-sws-more-filipinos-dissatisfied-with-aquino).

⁵ C'est la première fois, depuis la restauration de la démocratie en 1986, qu'un tel raz de marée électoral, en faveur de l'administration en place, a eu lieu. La configuration politique des Philippines est caractérisée par un éclatement des formations politiques et donc un émiettement des voix en temps normal.

À cette grande popularité à l'égard du président Aquino et son administration s'ajoutent la bienveillance et l'enthousiasme des institutions internationales, agences de notation et investisseurs étrangers. De fait, les Philippines, qualifiées de « nouveau tigre asiatique », par la presse économique et financière internationale, ont vu leur PIB s'accroître de 6,6 % en 2012 et 7,6 % au cours de la première moitié de 2013.

Cette impressionnante croissance économique⁶ (la seconde après la Chine en Asie) et la bonne gouvernance ont été saluées par les agences de notation internationales. Ainsi, pour la première fois de son histoire, les Philippines entrent dans la catégorie « investissement » des trois principales agences (« BBB- » pour Fitch et Standard & Poor's en avril et mai 2013 respectivement et « Baa3 » par Moody's en octobre 2013)⁷.

Néanmoins, l'économiste Cielito F. Habito montre qu'une partie de la croissance spectaculaire du pays peut être expliquée par le fait que l'année 2013 est une année électorale. Ainsi, pour Habito, les années électorales de 2004, 2007 et 2010 correspondent à des pics de croissance du PIB (6,2 %, 7,2 % et 7,3 % respectivement), alors que la moyenne de la croissance en période non électorale était de 4,4 %. L'économiste évalue à plus de 1 % la part des dépenses électorales dans la croissance du PIB de 2013⁸.

Selon Habito, les dépenses directes liées aux élections s'élèveraient à 28,5 milliards de pesos (480 millions d'euros). Si l'on ajoute un coefficient de 5, jugé très conservateur par l'économiste, et correspondant aux effets multiplicateurs des dépenses directes sur l'ensemble de l'économie, on obtient 142,5 milliards de pesos (2,4 milliards d'euros) soit 1,3 % du PIB de 2012, ce qui représente une contribution d'au moins 1 % de la croissance du PIB de 2013. L'impact de cette manne électorale est très inégal et ne bénéficie, essentiellement, qu'au secteur privé des services, au premier plan duquel figurent les médias (radio, presse

⁶ Le secteur des centres d'appels téléphoniques, par exemple, devrait avoir une croissance de plus de 20 % pour l'année 2013.

⁷ « Investment grade », *Philippines Daily Inquirer*, éditorial du 7 octobre 2013 (<http://opinion.inquirer.net/62957/investment-grade>).

⁸ Cielito F. Habito, « Elections and the Economy », *Inquirer.net*, 14 mai 2013 (<http://opinion.inquirer.net/52565/elections-and-the-economy>).

écrite, télévision). Les effets sur l'industrie et l'agriculture sont infimes (0,29 % et 0,07 % respectivement)⁹.

...mais c'est sans compter la corruption

Alors que le président Aquino fut élu en 2010 sur une plateforme de lutte contre la corruption (*Daang matuwid* ou « le droit chemin »), son administration doit faire face, à mi-mandat, à un scandale de corruption d'une ampleur inédite. Si les faits se sont déroulés sous l'administration précédente, le scandale du *Priority development Assistance Fund* (PDAF ou fonds d'intervention parlementaire) ou *pork barrel* est au cœur de la culture politique des Philippines.

Le PDAF ou *pork barrel*, mis en place en 1922 sous la colonisation américaine, est un fonds qui permet aux députés et sénateurs de financer de petits projets locaux (infrastructures, bourses scolaires, projets de développement agricole, etc.) qui n'entrent pas dans les programmes nationaux du gouvernement. Chaque sénateur et député reçoit une allocation, respectivement de 200 millions de pesos (3,4 millions d'euros) et 70 millions de pesos (1,1 million d'euros). Pour déboursier son PDAF, le législateur - qui ne contrôle pas physiquement ce fonds - doit identifier son projet puis désigner l'agence gouvernementale chargée de le mettre en œuvre. C'est cette agence gouvernementale qui recevra les financements directement du Département du budget. Grâce à la collusion des politiciens, des fonctionnaires et du secteur privé, le PDAF est depuis bien longtemps une source connue de corruption. Cependant, le scandale du PDAF révélé par le *Philippine Daily Inquirer* est d'une ampleur telle qu'il ne peut pas être étouffé, comme ce fut le cas dans le passé.

Le scandale du PDAF est révélé par le quotidien le 12 juillet 2013 grâce au lanceur d'alerte Benhur Luy¹⁰. Ce dernier accuse sa cousine, Janet Lim Napoles, d'avoir détourné dix milliards de pesos (171 millions d'euros) provenant des PDAF de cinq sénateurs et 23 députés, sur une

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Nancy Carvajal, « NBI probes P10-B scam », *Philippine Daily Inquirer*, 12 juillet 2013 (<http://newsinfo.inquirer.net/443297/nbi-probes-p10-b-scam>).

période de 10 ans. Les rapports de la Commission des audits (COA) et l'enquête menée par le Sénat à partir de la fin août 2013, vont dessiner les contours d'une véritable mafia gravitant autour des PDAF.

Ainsi, pour la seule période 2007-2009, une longue enquête du COA montrait que sur l'ensemble des PDAF, soit 12 milliards de pesos (204 millions d'euros), plus de la moitié (6,1 milliards de pesos, 102 millions d'euros), avait disparu au profit de 82 fausses ONG¹¹. Ces fonds suspects provenaient des PDAF de 12 sénateurs et 180 députés. Sur ce total, un tiers, soit 2,1 milliards de pesos (34 millions d'euros), ont été détournés par dix ONG dirigées par Janet Napoles. Selon le même rapport, les trois principaux « clients » de Napoles étaient les sénateurs Ramon « Bong » Revilla (ancien acteur), Juan Ponce Enrile (ancien président du Sénat) et Jinggoy Estrada (fils de l'ancien président Estrada)¹². À eux trois, ils auraient contribué pour 1,2 milliard de pesos (18 millions d'euros) sur les 2,1 milliards détournés par les ONG de Napoles. De plus, les activités de Napoles étant dans l'agriculture, c'est tout naturellement des agences du Département de l'agriculture qui étaient le plus souvent sollicitées. En échange de leur PDAF, le groupe de législateurs proche de Napoles récupérait 60 % de l'argent, Napoles elle-même en gardait 30 %, les 10 % restants étaient alloués aux fonctionnaires et autres complices. Bien sûr, les projets eux-mêmes n'existaient pas dans la réalité, et personne, au Département de l'agriculture ne se souciait de leur matérialité. En fait, Napoles avait une équipe de faussaires chargée d'imiter toutes les signatures nécessaires, jusqu'à celles des maires qui étaient censés être les bénéficiaires de ces projets.

Un second scandale impliquant encore Janet Napoles concerne le fonds de Malampaya. Situé au large de Palawan, il s'agit du principal site d'extraction gazière des Philippines (opéré par Shell). Depuis 2002, l'exploitation a généré un revenu de 173 milliards de pesos (2,9 milliards d'euros) pour le gouvernement philippin. Ce fonds est directement sous le contrôle du président et doit théoriquement servir au financement de

¹¹ « COA special report on PDAF, 2007-2009 », *Rappler.com*, 16 août 2013 (www.rappler.com/nation/36601-coa-audit-report-pdaf-2007-2009).

¹² Aries C. Rufo, « Bong, JPE, Jinggoy "suki" to Napoles NGOs », *Rappler.com*, 17 août 2013 (www.rappler.com/newsbreak/36665-reville-enrile-estrada-suki-napoles-ngos).

projets liés à l'énergie (électrification rurale, etc.). Cependant, en novembre 2009, après le passage dévastateur des typhons Ondoy et Pepeng, la présidente Gloria Macapagal-Arroyo décidait, par décret, d'ouvrir le champ d'application du fonds de Malampaya, notamment pour la réhabilitation des zones détruites par les deux typhons. Profitant de l'ouverture, l'équipe de Napoles parvint, grâce à la complicité d'officiels du Département de la réforme agraire, à détourner 900 millions de pesos (15,3 millions d'euros) destinés théoriquement à 12 ONG (dont 10 dirigées par Napoles) et 97 collectivités locales.

Ainsi, si pour l'instant aucune personne incriminée n'appartient à l'administration actuelle (les trois principaux sénateurs sont dans l'opposition), cette dernière doit faire face à une fronde de la société civile. Cette société civile, très disparate, demande que non seulement tous les coupables soient rapidement jugés, quelle que soit leur proximité avec le pouvoir, mais surtout l'abolition complète du PDAF. Cette mobilisation de la classe moyenne des Philippines, appelée la *Million People March*, s'est faite spontanément, dans un premier temps, via les réseaux sociaux (Facebook et Twitter). Puis, la colère et la frustration de la population se sont exprimées dans la rue à partir du 26 août 2013. L'objectif de la « Marche du million de personnes » est d'obtenir au moins un million de signatures pour la pétition visant à l'abolition du PDAF. Ainsi, chaque vendredi depuis cette date, les manifestants se retrouvent à Luna Park, au centre de Manille, ou sur les places des autres grandes villes. L'Église catholique a rejoint le mouvement au cours du mois de septembre et depuis la mi-octobre les cloches des églises de certaines paroisses sonnent durant trois minutes, le vendredi, en solidarité avec les manifestants. Cependant, certains évêques aimeraient que l'Église joue un rôle plus actif, notamment dans la collecte des signatures à la sortie de la messe.

Face à ce mouvement de colère et de frustration, le président Aquino a promis, après de longues hésitations, qu'il abolirait le PDAF à partir du budget de l'année 2014. Cependant, peu d'analystes¹³ croient en cette promesse dans la mesure où cela pourrait mettre en péril la viabilité de certains secteurs publics tels que l'éducation nationale,

¹³ Conversation avec Randy David, éditorialiste au *Philippine Daily Inquirer*, 20 septembre 2013.

l'enseignement supérieur¹⁴ ou le fonctionnement d'hôpitaux publics. De plus, le PDAF est une redoutable arme politique aux mains des présidents. Ces derniers peuvent refuser le déboursement d'un PDAF afin de punir un député jugé trop récalcitrant ou au contraire récompenser un député en débloquant des fonds supérieurs à la limite autorisée. Enfin, le PDAF est une « merveilleuse » source de patronage entre les législateurs et la population. Les populations les plus défavorisées seront-elles prêtes à payer de leur poche les baptêmes, mariages, funérailles, et hospitalisations diverses ? Ces pratiques de clientélisme sont profondément ancrées dans la culture du pays et il est fort peu probable qu'elles disparaissent du jour au lendemain à la suite d'un décret d'abolition du *pork barrel*. En fait, il est plus probable que le nom de PDAF soit aboli, et qu'un nouveau nom émerge recouvrant une réalité assez proche de son prédécesseur.

L'une des interrogations qui subsiste, bien sûr, est de savoir si tous les politiciens, fonctionnaires et autres impliqués dans ces scandales seront bien punis. Janet Napoles a été arrêtée et placée dans une maison de détention située au cœur d'un camp des forces spéciales de la police. L'ancienne présidente Gloria Macapagal-Arroyo, en détention à l'hôpital, devra répondre d'un nouveau chef d'inculpation, celui d'être à l'origine du détournement du fonds de Malampaya. Mais, l'administration Aquino prendra-t-elle le risque d'arrêter par exemple le sénateur Enrile ? Ce dernier est l'ancien ministre de la Défense du président Marcos puis de la présidente Cory Aquino (mère de l'actuel président), avant de devenir l'organisateur de six ou sept tentatives de coup d'État contre Cory Aquino. Considéré comme *malakas* (« puissant ») et bien qu'ayant 89 ans (il est né le 14 février 1924) il est craint même par ses collègues. L'arrestation d'aussi puissants sénateurs serait une révolution aux Philippines.

¹⁴ Il est intéressant de noter que les universitaires les plus opposés au PDAF viennent des universités privées catholiques dont le financement provient des parents d'élèves. À l'inverse, le corps professoral de l'Université des Philippines (université publique) est soit défavorable à l'abolition du PDAF (leurs départements sont généralement des bénéficiaires directs du PDAF), soit demande une période suffisante d'adaptation avant l'abolition complète du PDAF.

La loi sur la santé reproductive est enfin votée

Après une trentaine d'années de lutte endiablée avec l'Église catholique, la Chambre des représentants (133 pour, 79 contre et 7 abstentions) et le Sénat (13 pour, 8 contre, 1 abstention) ont fini par voter la *Reproductive Health Bill* (RH ou « loi sur la santé reproductive ») le 13 décembre 2012.

Si l'avortement est toujours reconnu comme un crime, la loi autorise l'accès gratuit, pour les populations défavorisées, aux différentes formes de contraception, y compris la pilule considérée par l'Église catholique comme provoquant des avortements. Par ailleurs, cette loi introduit l'éducation sexuelle à l'école dès le niveau 5 (10 ans) et ce, jusqu'à la fin du lycée.

Cette loi a profondément divisé la société. Des professeurs des universités catholiques telles qu'Ateneo (jésuite) ou Saint-Jean-Baptiste-de-Lassalle (frères lassaliens) se sont prononcés officiellement en faveur de cette loi, en opposition complète avec leurs hiérarchies religieuses¹⁵. Par ailleurs, l'immense majorité de la population, sondage après sondage, était favorable à cette loi et les parlementaires, malgré les menaces d'excommunication ou de boycott lors des élections de mai 2013, ont préféré suivre le sentiment majoritaire dans le pays.

Cependant, des organisations catholiques, telle Couples for Christ, liées pour l'occasion à l'Opus Dei¹⁶, ont attaqué la constitutionnalité de la loi auprès de la Cour suprême. Les magistrats imposaient, en mars 2013, le statu quo, impliquant l'arrêt indéfini de l'application de cette loi. Après avoir entendu les arguments oraux des deux parties, les magistrats devraient statuer avant la fin de l'année 2013 sur le sort de cette loi. Certaines « mauvaises langues » pensent que si l'Église

¹⁵ Voir par exemple, « Ateneo Teacher's stand : RH Bill promotes human rights, Talk of the Town », *Philippine Daily Inquirer*, 1^{er} septembre 2012 (<http://opinion.inquirer.net/35892/rh-bill-promotes-human-rights>). Seul le père Bernas S. J. s'est prononcé publiquement en faveur de cette loi.

¹⁶ Le député Francisco Tatad, membre éminent de l'Opus Dei, a pris le leadership de l'opposition à la loi sur la santé reproductive. L'Opus Dei a la position la plus conservatrice de l'Église catholique sur cette question et joue même sur la fibre patriotique des Philippines : les tenants de cette loi ne seraient que les jouets des intérêts étrangers. Voir « Foreign origin of RH bill now confirmed- lawmaker », *CBCP for Life*, 17 novembre 2012 (<http://cbcpforlife.com/?p=9391>).

catholique a rejoint le mouvement pour l'abolition du PDAF, c'est aussi (surtout ?) pour saboter l'application de la loi sur la santé reproductive. En effet, il était prévu qu'une partie des financements de la loi proviendrait des PDAF des législateurs.

2 - La paix à Mindanao : la croisée des chemins

De l'euphorie à l'impatience

Après quinze ans de longues et laborieuses négociations, entrecoupées d'offensives militaires, le gouvernement philippin et le Moro Islamic Liberation Front (MILF) signaient le 15 octobre 2012, dans l'euphorie générale, le *Framework Agreement on the Bangsamoro* (Accord-cadre de la Bangsamoro - FAB). Cet accord historique n'est cependant que le début d'un processus de négociations devant aboutir à la signature de quatre annexes fixant les détails de l'accord (annexes sur les modalités de transition, partage des ressources, partage du pouvoir politique et démobilisation du MILF), puis à un accord de paix global. Ce dernier accord, qui doit mettre fin à 40 ans de guerre entre musulmans et chrétiens sur la grande île de Mindanao, doit s'achever le 30 juin 2016, date du départ du président Aquino¹⁷, par la création d'une entité politique autonome appelée Bangsamoro (Nation Moro).

Cependant, un an plus tard, l'euphorie a laissé la place à l'inquiétude. Les négociations semblent au ralenti. En effet, les deux parties devaient négocier les quatre annexes de l'accord, avant la fin de l'année 2012. Or, seules trois annexes sur les quatre, celle sur les modalités de la transition, celle du partage des ressources, et celle du partage du pouvoir politique, ont été entérinées (le 27 février, 13 juillet et 8 décembre 2013 respectivement). Ce retard sur le calendrier est justifié, selon l'administration Aquino, par la nécessité d'être prudent et de revoir précisément chaque article afin d'éviter le fiasco du mémorandum sur le domaine ancestral des Moros (MOA-AD) de 2008, jugé anticonstitutionnel par les magistrats de la Cour suprême des Philippines en septembre de cette même année.

¹⁷ Le président philippin est élu pour six ans mais ne peut briguer un second mandat.

Le raz-de-marée électoral, donnant une très large majorité à l'administration Aquino dans les deux chambres, devrait permettre l'accélération des négociations de paix. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que le comité de transition (défini par l'annexe 1), chargé d'établir la loi fondamentale de la Bangsamoro (*Basic Law*) devra très certainement proposer au Congrès des amendements à la Constitution des Philippines. Par ailleurs, l'ensemble du processus de paix devra être entériné par le Congrès. Enfin, localement, les politiciens de l'actuelle Région autonome musulmane de Mindanao (ARMM) sont des alliés de l'administration Aquino et ont accepté que « leur » ARMM soit remplacée, à terme, par la nouvelle Bangsamoro dirigée durant la période de transition, par le MILF. La configuration politique actuelle est donc extrêmement favorable, et la fenêtre d'opportunité est d'environ trois ans alors que se profile un front de la résistance.

Les rivalités entre organisations rebelles : saboter le processus de paix

L'accélération des négociations est d'autant plus nécessaire que commence à se dessiner un front des mécontents. En première ligne de ceux-ci, Nur Misuari, chef du Moro National Liberation Front (MNLF), mouvement historique de la révolution moro dont est issu le MILF. Pour Misuari, le gouvernement philippin doit d'abord s'attacher à appliquer les accords de paix de 1996 avec le MNLF avant de s'occuper de l'organisation rivale du MILF. De fait, depuis 2007, et à l'initiative de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le gouvernement et le MNLF se rencontrent régulièrement afin de faire le point sur l'application de l'accord de 1996 (*Tripartite review*). De ces rencontres régulières, les deux acteurs reconnaissent que 42 articles de la loi 9054 (qui entérine l'accord de 1996) ne sont pas conformes à l'esprit de l'accord de paix de 1996 et doivent donc être modifiés. Par ailleurs, les deux parties reconnaissent la nécessité d'établir le *Bangsamoro Development Assistance Fund* (Fonds d'assistance pour le développement de la Bangsamoro – BDAF)¹⁸.

¹⁸ Le BDAF sert à canaliser l'aide financière internationale vers la future région autonome.

Ainsi, pour Misuari, il n'est pas question de renoncer à ces six années de « renégociation » déguisée, d'autant que le MNLF est la seule organisation moro à être reconnue par l'OCI. Par ailleurs, le territoire autonome envisagé par le MNLF est bien plus considérable que celui proposé par l'accord-cadre de 2012. De fait, l'accord de 1996, reposant sur les accords de Tripoli de 1976, octroierait, en théorie¹⁹, plus de la moitié de Mindanao, ainsi que Palawan, au MNLF. Les chefs du MILF, plus pragmatiques, et ayant tiré les leçons du fiasco de 2008, ont accepté un territoire plus réduit, consistant en la région autonome musulmane actuelle (ARMM, fondée en 1989 et renforcée en 2001), ainsi que six villes de la province de Lanao del Norte et 39 villages de la province de North Cotabato. D'autres villages et municipalités pourront, dans le futur, et via un plébiscite, rejoindre la future région autonome.

Au « contentieux » territorial entre les deux organisations révolutionnaires moros s'ajoute la question du partage des ressources avec l'État philippin. En effet, pour le MNLF, la future région autonome devrait avoir le contrôle de ses ressources naturelles et notamment celles stratégiques potentielles (pétrole, gaz, uranium). Pour Misuari, le partage des revenus de ces richesses devrait être de 75 %-25 % en faveur de la future région. Or, cette formule de partage avait été proposée en 2008 et avait été l'un des points d'achoppement contre le MOA-AD. Le gouvernement et le MILF sont donc revenus à une formule plus souple dans l'annexe 2 de l'accord-cadre. Ainsi, les revenus dérivés de minerais métalliques seront partagés selon la formule 75/25 en faveur de la Bangsamoro. Mais les revenus dérivés des ressources énergétiques fossiles seront également répartis à 50/50.

Tout l'enjeu pour le gouvernement est donc d'harmoniser au mieux les deux traités de paix. De son côté, l'OCI, depuis les années 1980, tente d'œuvrer à la réunification des deux grandes composantes de la rébellion moro, mais sans grand succès. Dans le contexte de la signature de l'accord-cadre, l'OCI a mis en place un Forum de coordination entre le MILF et le MNLF, mais la structure est restée jusqu'à ce jour une coquille vide. La signature de l'accord-cadre en 2012 et la décision, par le gouvernement, de terminer en août 2013 la révision de l'accord de 1996,

¹⁹ En théorie seulement car le MNLF prévoit aussi un référendum dans toutes les provinces citées par l'accord de Tripoli.

sont deux événements qui font dire à Nur Misuari que le MNLF pourrait bien relancer son cri pour l'indépendance totale de Mindanao et retourner dans l'action violente²⁰.

Un rapprochement entre le MNLF et des groupes terroristes ?

Si la plupart des analystes pensent que Nur Misuari n'a qu'un pouvoir de nuisance, le MNLF étant lui-même divisé en plusieurs factions, il ne faut pas sous-estimer les possibilités d'alliance entre certains groupes du MNLF et des groupes violents, voire terroristes. Parmi ces groupes violents opposés à l'accord-cadre de 2012, il y a le Bangsamoro Islamic Freedom Movement (BIFM) et son bras armé, le Bangsamoro Islamic Freedom Fighters (BIFF). Le BIFM, fondé par l'*ustadz*²¹ Ameril Umbra Kato, issu d'un schisme au sein du MILF lors du fiasco du MOA-AD de 2008, poursuit l'idée d'une île de Mindanao islamique et totalement indépendante des Philippines. Kato accuse les chefs du MILF d'abandonner le vrai *jihad* et de s'éloigner ainsi des préceptes et enseignements du fondateur du MILF, Salamat Hashim. Le BIFF a ainsi organisé des attaques coordonnées contre des garnisons militaires dans le centre de Mindanao en août 2012 et en juillet 2013. Par ailleurs, un faisceau d'indices semble indiquer que l'attentat du 26 juillet 2013 à Cagayan de Oro (Mindanao), tuant huit personnes et en blessant 46 autres, serait lié au BIFF²². Des liens entre ce groupe et Nur Misuari ont été établis à partir de la fin 2011. Selon le porte-parole du BIFF lui-même, Abu Misri Mama, Nur Misuari aurait demandé au BIFF d'intervenir afin de faire dérailler la signature de l'accord-cadre²³.

²⁰ T. J. Burgonio, « You won't be left out palace assures Misuari », *inquirer.net*, 30 juillet 2013 (<http://newsinfo.inquirer.net/455117/you-wont-be-left-out-palace-assures-misuari>).

²¹ Personne qui enseigne l'islam.

²² Natashya Gutierrez, « Report : BIFF most likely behind CDO bombing », *rappler.com*, 1^{er} août 2013 (www.rappler.com/nation/35360-report-biff-most-likely-behind-cdo-bombing).

²³ John Unson, « Nur asked Kato group to prevent peace deal signing », *philstar.com*, 26 octobre 2012 (www.philstar.com/headlines/2012/10/26/860371/%E2%80%98nur-asked-kato-group-prevent-peace-deal-signing%E2%80%99).

Nur Misuari a aussi soutenu, au moins verbalement, les activités du groupe de l'ancien sultan de Sulu, Jamalul Kiram III, et de ses deux autres frères. Ce groupe d'environ 230 personnes (dont une trentaine d'hommes armés), appelé la Royal Security Force of the Sultanate of Sulu and North Borneo, avait envahi le village de Tanduo (District de Lahad-Datu, Sabah, Malaisie) le 11 février 2013 et comptait bien s'y établir définitivement. L'objectif de Jamalul Kiram III était d'affirmer, par cette action, la revendication du sultanat de Sulu sur l'État de Sabah²⁴. Pour Kiram, l'accord-cadre de 2012, en excluant le territoire de Sabah, signait la fin de cette revendication territoriale des Philippines (depuis 1962) et privait la Bangsamoro d'un vaste territoire riche en matières premières. Après quelques semaines d'activités diplomatiques de la part de la Malaisie et des Philippines visant à ramener à la raison la famille Kiram, les forces spéciales de Malaisie donneront l'assaut sur les « terroristes » de Tanduo, à partir du début du mois de mars. Les combats feront 73 morts (dont 63 Philippins) et des centaines de personnes seront arrêtées puis éventuellement expulsées sur Sulu et Tawi-Tawi. Environ 29 Philippins sont en cours de jugement en Malaisie pour leurs liens supposés avec les Kiram et la rébellion²⁵. Durant toute cette période de tension, Nur Misuari rendait régulièrement visite et soutenait son proche ami Jamalul Kiram III. L'incursion du groupe Kiram à Sabah pouvait à la fois servir à saboter le processus de paix avec le MILF (l'annexe 1 était en cours de signature) et protéger les droits des héritiers Kiram sur Sabah. Misuari lui-même se considère aussi, par sa branche paternelle, comme héritier d'une partie de Sabah. Des membres du MNLF ont pu faire partie, à titre privé, de l'expédition Kiram.

²⁴ Depuis 1962, les Philippines revendiquent l'État de Sabah au nom du sultanat de Sulu. Sabah était une possession du sultan de Sulu jusqu'en 1878. À cette date, le sultan aurait loué ou cédé (selon les points de vue) le territoire à la North Borneo Company. Jusqu'à maintenant les autorités de Malaisie déposent l'équivalent de 1 700 dollars américains par an sur un compte en banque à Manille. Pour la Malaisie il s'agit de paiements pour la cession de 1878, pour les héritiers du sultanat il s'agit d'un loyer.

²⁵ Alexis Romero, « Malaysia to try 29 Filipinos in Sabah standoff », *philstar.com*, 28 juin 2013 (www.philstar.com/headlines/2013/06/28/959369/malaysia-try-29-filipinos-sabah-standoff).

Enfin, le 9 septembre 2013, plusieurs centaines d'hommes du MNLF sous le commandement d'Habir Malik, un très proche de Misuari, envahissaient quatre quartiers de la ville de Zamboanga (Mindanao) et prenaient plus de 200 otages civils. Les opérations militaires dureront 20 jours avec un lourd bilan de 183 morts du côté du MNLF, ainsi que 18 militaires, 5 policiers et 12 civils. Par ailleurs, 292 membres du MNLF seront capturés ou se rendront aux autorités. Quelque 10 000 maisons ont été endommagées et 100 000 personnes ont fui les combats et se sont retrouvées dans des centres d'évacuation pour une période indéterminée (le temps de la reconstruction). Si les opérations militaires ont duré autant de temps, c'est que le président Aquino, a gardé en mémoire la tragique prise d'otages dans un bus, en août 2010 à Manille. Les opérations à Zamboanga permettront de libérer 195 otages avec un minimum de victimes (deux otages seront tués et sept blessés). Nur Misuari et Habir Malik sont en fuite et font l'objet d'un mandat d'arrêt.

Les trois événements majeurs de l'année, les attaques sur Sabah et la ville de Zamboanga, et les attentats sur Mindanao, coïncident très précisément avec les périodes de discussion, voire de signature des annexes. Ainsi, l'attaque sur Sabah a débuté en février 2013, exactement au moment où le gouvernement et le MNLF signaient la première annexe. Puis, les attentats de Mindanao (notamment celui de Cagayan de Oro) coïncident avec la signature de la seconde annexe. Enfin, l'attaque de Zamboanga correspond aux dernières discussions et à un accord proche sur la troisième annexe. Ces cycles de violence semblent indiquer la présence d'une bonne planification d'opérations bien financées. D'ailleurs, les premiers résultats de l'enquête policière sur l'attaque de Zamboanga précisent que les armes ont été acheminées dans des caches dès le mois de janvier 2013²⁶.

²⁶ Carmela Fonbuena, « Zamboanga crisis : the fog of war », *Rappler.com*, 5 octobre 2013 (www.rappler.com/nation/40640-zamboanga-crisis-war).

3 - David contre Goliath : les Philippines défient la Chine

Contester les droits de la Chine

Face à ce que les Philippines considèrent comme une montée de l'agressivité chinoise en mer de Chine méridionale, l'administration Aquino a déposé, le 23 janvier 2013, une demande d'arbitrage auprès du Tribunal international du droit de la mer (TIDM). Cette demande vise, dans un premier temps, à faire invalider la fameuse ligne des 9 tirets entourant la presque totalité de la mer de Chine méridionale et représentée sur toutes les cartes chinoises depuis 1947. Dans un second temps, le Département des affaires étrangères philippin (DFA) demande la clarification du statut juridique du Scarborough shoal (situé à l'ouest de Luzon et objet de confrontation entre la Chine et les Philippines à partir d'avril 2012) et quatre autres éléments maritimes situés dans les Spratley et occupés par la Chine, mais situés dans la zone économique exclusive des Philippines. Si le tribunal statue, comme le pensent les Philippines, que ces éléments maritimes sont des récifs, atolls, bancs de sable et rochers, alors ces éléments pourront générer une petite zone maritime de 22 km (12 nautiques ou Nq). À l'inverse, si le tribunal considère, à l'instar de la Chine, que ces éléments maritimes sont des îles ou îlots, le pays qui les occupe pourrait tracer une zone économique exclusive de 370 km (220 Nq) autour de chacun d'entre eux.

Neutraliser les récifs

L'objectif des Philippines, dans cette demande d'arbitrage, est donc de neutraliser l'importance de ces structures naturelles maritimes et d'étendre leur zone économique exclusive à partir de Palawan et l'ouest de Luzon. Ce sont donc les zones maritimes qui sont en jeu et non la souveraineté sur ces structures. L'action menée par les Philippines a particulièrement bouleversé les autorités chinoises qui ont refusé d'y participer. Pour la Chine, les Philippines ont trahi les principes de la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale

signée en 2002 par les pays de l'Asean (dont les Philippines) et la Chine. Cette dernière insiste pour que les négociations se déroulent d'une manière bilatérale et non multilatéralement, ou par un arbitrage international. Malgré le refus systématique de la Chine de participer au processus d'arbitrage, celui-ci se poursuit et les Philippines devront présenter leur dossier de plaidoirie en mars 2014. L'issue du jugement étant lointaine (3-4 ans) et incertaine (il sera notamment difficile de le faire appliquer par la Chine s'il est favorable aux Philippines), les Philippines poursuivent le dialogue avec la Chine et l'Asean pour la création, tant attendue, d'un code de bonne conduite en mer de Chine méridionale.

L'année 2013 est donc une année charnière pour les Philippines et l'administration Aquino. Le pays entre pour la première fois dans les radars des investisseurs étrangers mais l'administration Aquino est aussi, pour la première fois depuis 2010, sérieusement testée dans sa gestion des scandales du PDAF et du fonds de Malampaya. Par ailleurs, les Philippines n'ont jamais été aussi près de régler le conflit qui sévit depuis plus de trente ans à Mindanao, mais des forces de résistance tentent de saboter le processus de paix. Enfin, les Philippines osent défier la seconde puissance économique du monde en tentant de la traîner devant un tribunal international. De profonds changements pourraient se profiler en 2014.

Encadré : Le typhon Haiyan, dévastation et solidarités

Un triste record

Le 8 novembre 2013, le typhon Yolanda (nom international : Haiyan) traversait la région des Visayas, ravageant les provinces de Leyte et de Samar, ainsi que le nord des provinces de Cebu, Negros occidental, Iloilo, Capiz et l'île de Coron (Palawan). Avec des vents atteignant 315 km/h près du centre cyclonique, et des rafales pouvant aller jusqu'à 380 km/h, le typhon Haiyan a battu le record de 1969 détenu par le cyclone Camille dans l'Atlantique (la vitesse du vent près du centre cyclonique était alors de 305 km/h)²⁷. La puissance du typhon Haiyan était telle qu'une onde de tempête de sept mètres de haut a déferlé sur les communautés côtières des provinces de Leyte (notamment dans la baie de Tacloban) et de Samar, détruisant tout sur son passage²⁸.

Premiers bilans²⁹

Malgré l'évacuation préventive de 792 000 personnes quelques jours avant l'arrivée du typhon, le bilan humain provisoire est lourd (au 6 décembre 2013) et faisait état de 5 786 morts (dont 4 833 dans la seule province de Leyte), 26 233 blessés et 1 779 disparus. Par ailleurs, 871 718 familles (4 015 123 individus) ont été déplacées à la suite du passage du typhon et logent dans les 426 centres d'évacuation (28 371 familles), ou comme elles le peuvent (843 347 familles).

Face à la puissance des vents et de l'onde de tempête, peu de bâtiments et d'infrastructures ont résisté. De fait, plus d'un million de maisons ont été détruites partiellement ou en totalité et les dégâts sur les infrastructures (ponts, routes, etc.) sont évalués à près de 400 millions de dollars. L'impact du typhon sur le secteur agricole des provinces de Leyte et Samar est aussi considérable et évalué à 390 millions de dollars. En effet, les communautés agricoles de ces provinces auraient perdu 74 % de leurs récoltes (riz), 60 % de leurs arbres fruitiers (bananiers, cocotiers), et 65 % de leur équipement de pêche. Au total, plus de 11 millions de personnes ont été affectées par le typhon Haiyan.

²⁷ Ces mesures viennent du Joint Typhoon Warning Center (JTWC) basé à Hawaï.

²⁸ L'onde de tempête est une surélévation du niveau de la mer provoquée par les vents violents qui soufflent sur la surface autour du cœur cyclonique (définition simplifiée de Météo France, www.meteofrance.com). Selon la description des survivants, la plupart des victimes du typhon Haiyan ont été noyées par l'onde de tempête, soit successivement trois vagues déferlant sur la ville de Tacloban (la première vague fut la plus importante).

²⁹ Les statistiques suivantes viennent du rapport : National Disaster Risk Reduction and Management Council (NDRRMC), *NDRRMC Update : SitRep No 54 Effects of Typhoon Yolanda (Haiyan)*, Quezon City, Camp Aguinaldo, 6 décembre 2013.

Typhon et diplomatie

Si les spécialistes des secours d'extrême urgence considèrent que la phase d'assistance a été bien gérée par les autorités philippines³⁰, l'ampleur de la catastrophe fut telle que la communauté internationale s'est fortement mobilisée. Dix-huit agences des Nations unies, une vingtaine de pays (dont la France³¹), et 138 ONG internationales ont été mobilisés dans les jours qui ont suivi la catastrophe. L'intervention massive et rapide des États-Unis (appelée opération *Damayan* ou « aide mutuelle ») fut grandement facilitée par le pré-positionnement de leurs forces aéronavales au Japon (base d'Okinawa). Au plus fort de l'opération *Damayan*, pas moins de 13 000 militaires étaient mobilisés dont 1 000 engagés directement sur le terrain avec une cinquantaine de navires et d'avions.

La catastrophe du 8 novembre 2013 s'inscrit aussi dans le contexte de négociations d'un accord-cadre entre les Philippines et les États-Unis autorisant le stationnement temporaire de plus en plus de militaires, navires et avions américains sur le territoire philippin. Alors qu'après plusieurs mois de négociations l'accord-cadre n'est toujours pas entériné³², les dévastations causées par le typhon Haiyan et l'opération *Damayan* sont utilisées, sans détour, pour justifier l'accroissement de la présence militaire américaine dans l'archipel. De fait, le secrétaire des Affaires étrangères philippin, Albert Del Rosario, expliquait que « l'assistance étrangère qui a aidé à accélérer les opérations d'urgence, a démontré la nécessité d'autoriser l'accroissement de la présence des troupes américaines dans le pays³³ ». Le nouvel ambassadeur américain aux Philippines, Philip Goldberg, confirmait l'idée que l'accord permettrait aux Philippines d'avoir une plus grande capacité d'apporter une assistance humanitaire et des secours d'urgence aux populations affectées par les catastrophes naturelles³⁴.

³⁰ Voir par exemple l'entretien de Yann Libessart, porte-parole de Médecins sans Frontières aux Philippines accordée au journal *La Croix*, le 26 novembre 2013, p. 2.

³¹ La cellule de crise du ministère des Affaires étrangères a envoyé un détachement de 60 hommes de la sécurité civile et 100 tonnes d'équipement divers.

³² Les négociateurs philippins veulent l'accès libre à toutes les futures structures construites par les américains sur le sol philippin, notamment au sein des bases de l'armée des Philippines.

³³ Carol Ramoran, « DFA : Yolanda shows need for PH-US accord », *Rappler.com*, 25 novembre 2013 (www.rappler.com/move-ph/issues/disasters/typhoon-yolanda/44566-dfa-us-reps-yolanda-increased-rotational-presence).

³⁴ Paterno Esmaquel II, « New US envoy : PH needs us more after Haiyan », *Rappler.com*, 2 décembre 2013 (www.rappler.com/nation/45044-us-ambassador-philip-goldberg-credentials-aquino).

L'utilisation opportuniste du typhon Haiyan pour des raisons militaro-diplomatiques a été violemment critiquée par des sénateurs, comme l'ancien président du Sénat Juan Ponce-Enrile³⁵, et des partis politiques de gauche comme le groupe Bayan Muna³⁶.

Reconstruire, en mieux, les provinces

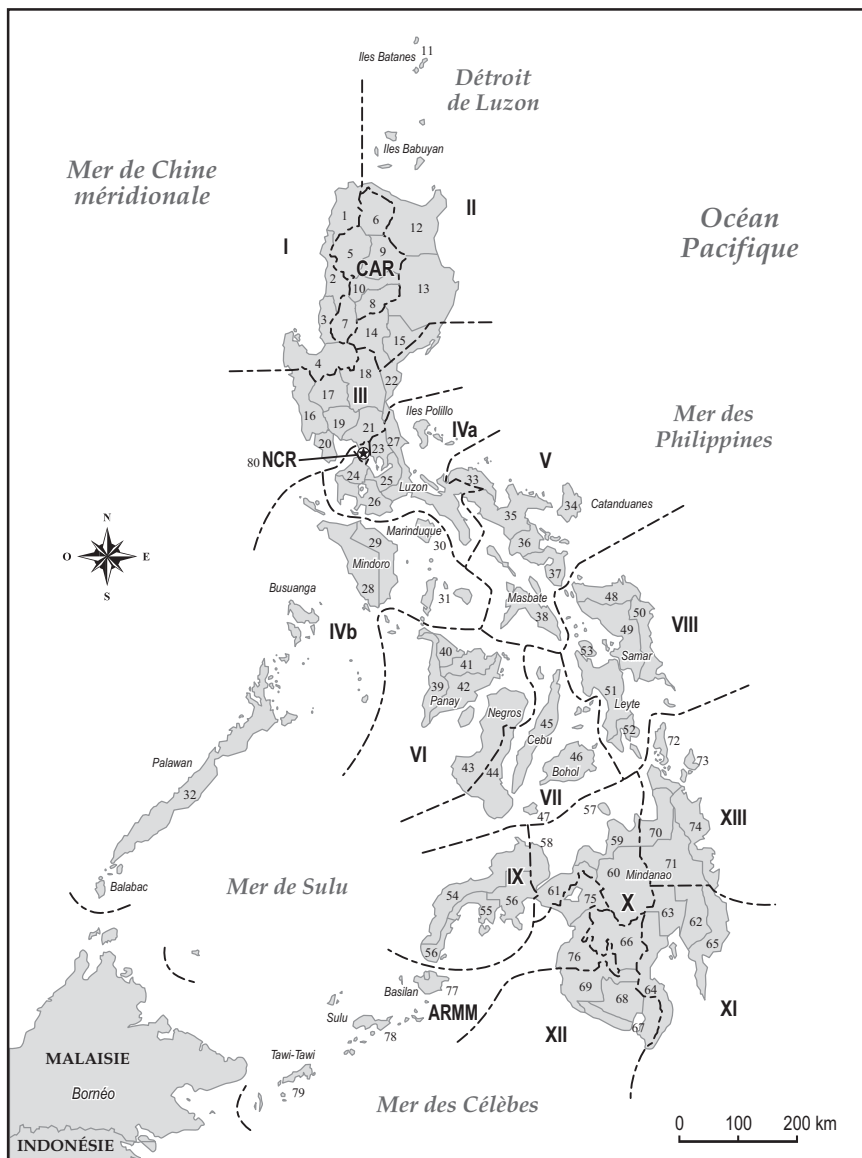
La reconstruction des provinces affectées par le typhon pourrait prendre une dizaine d'années et, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), coûter plus cher que la réhabilitation de la province d'Aceh dévastée par le tsunami en 2004 (100 000 morts et 7 milliards de dollars en 8 ans de reconstruction)³⁷. En effet, l'objectif de l'administration Aquino n'est pas de reconstruire à l'identique les villes et villages ravagés, mais d'en profiter pour renforcer, par exemple, les normes de sécurité. Ainsi, les murs des bâtiments devront être capables de résister à des vents de 300 km/h (au lieu de 250 km/h actuellement). Le patron de la future agence de reconstruction, Ping Lacson, personnage très controversé de la vie politique nationale, sera-t-il à la hauteur de la tâche³⁸ ?

³⁵ Andreo Calozzo, « Enrile : Yolanda aid doesn't justify greater US military presence in PHL », *GMA News*, 26 novembre 2013 (www.gmanetwork.com/news/story/337199/news/nation/enrile-yolanda-aid-doesn-t-justify-greater-us-military-presence-in-phl).

³⁶ Bayan USA (Bagong Alyansang Makabayan, New Patriotic Alliance), « Serving propaganda for Thanksgiving: U.S. Reps, Del Rosario, use typhoon Haiyan to justify increased US military presence in the Philippines », 30 novembre 2013 (<http://bayanusa.org/serving-propaganda-for-thanksgiving-us-reps-del-rosario-use-typhoon-haiyan-to-justify-increased-us-military-presence-in-the-philippines/>).

³⁷ « Post-Yolanda reconstruction bigger than in Aceh after tsunami-UNDP », *GMA News*, 28 novembre 2013 (www.gmanetwork.com/news/story/337391/news/nation/post-yolanda-reconstruction-bigger-than-in-aceh-after-tsunami-undp).

³⁸ Ping Lacson est l'ancien chef de la police nationale du président Estrada (1998-2001) et a été accusé de meurtres à plusieurs reprises. Il a été sénateur de 2001 à 2013.



Régions et provinces

I Ilocos

- 1 Ilocos Norte
- 2 Ilocos Sur
- 3 La Union
- 4 Pangasinan

CAR (Cordillera

Administrative Region)

- 5 Abra
- 6 Apayao
- 7 Benguet
- 8 Ifugao
- 9 Kalinga
- 10 Mountain Province

II Cagayan Valley

- 11 Batanes
- 12 Cagayan
- 13 Isabela
- 14 Nueva Vizcaya
- 15 Quirino

III Central Luzon

- 16 Zambales
- 17 Tarlac
- 18 Nueva Ecija
- 19 Pampanga
- 20 Bataan
- 21 Bulacan
- 22 Aurora

IVa CALABARZON

- 23 Rizal
- 24 Cavite
- 25 Laguna
- 26 Batangas
- 27 Quezon

IVb MIMAROPA

- 28 Mindoro Occidental
- 29 Mindoro Oriental
- 30 Marinduque
- 31 Romblon
- 32 Palawan

V Bicol

- 33 Camarines Norte
- 34 Catanduanes
- 35 Camarines Sur
- 36 Albay
- 37 Sorsogon
- 38 Masbate

VI Western Visayas

- 39 Antique
- 40 Aklan
- 41 Capiz
- 42 Iloilo
- 43 Negros Occidental

VII Central Visayas

- 44 Oriental Negros
- 45 Cebu
- 46 Bohol
- 47 Siquijor

VIII Eastern Visayas

- 48 Northern Samar
- 49 Samar
- 50 Eastern Samar
- 51 Leyte
- 52 Southern Leyte
- 53 Biliran

IX Zamboanga Peninsula

- 54 Zamboanga del Norte
- 55 Zamboanga Sibugay
- 56 Zamboanga del Sur

X Northern Mindanao

- 57 Camiguin
- 58 Misamis Occidental
- 59 Misamis Oriental
- 60 Bukidnon
- 61 Lanao del Norte

XI Davao

- 62 Compostela Valley
- 63 Davao del Norte
- 64 Davao del Sur
- 65 Davao Oriental

XII SOCCSKSARGEN

- 66 Cotabato
- 67 Sarangani
- 68 South Cotabato
- 69 Sultan Kudarat

XIII CARAGA

- 70 Agusan del Norte
- 71 Agusan del Sur
- 72 Dinagat Islands
- 73 Surigao del Norte
- 74 Surigao del Sur

ARMM (Autonomous Region of Muslim Mindanao)

- 75 Lanao del Sur
- 76 Maguindanao
- 77 Basilan
- 78 Sulu
- 79 Tawi-Tawi

NCR (National Capital Region)

- 80 Metro Manila

Fiche Philippines

Capitale : Manille

Superficie : 299 764 km², 7 107 îles parmi lesquelles 2 773 portent un nom

Population (est. 2013) : 98 394 000 hab. (92 337 852, recensement 2010)

Langues officielles : filipino (depuis 1939) et anglais

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : démocratie présidentielle

Suffrage : universel (à partir de 18 ans)

Chef de l'État : Benigno dit « Noynoy » Cojuangco Aquino III (depuis juin 2010)

Vice-président : Jejomar dit « Jojo » Cabauatan Binay Sr (depuis juin 2010)

Ministre des Affaires étrangères : Albert Ferreros del Rosario (depuis février 2011)

Échéances : élections générales en mai 2016

Contentieux territoriaux et maritimes :

République populaire de Chine, Malaisie, Taiwan et Viêt Nam : souveraineté sur dix îles, atolls et récifs de l'archipel des Spratley

République populaire de Chine et Taiwan : souveraineté sur le Scarborough Shoal

Malaisie : souveraineté de l'État de Sabah, dans la partie nord de l'île de Bornéo

République des Palaos (Micronésie) : négociations pour la délimitation de frontières maritimes

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (2010) : Tagalog (28,1 %), Cebuano (13,1 %), Ilocano (9 %), Bisaya (7,6 %), Ilonggo (7,5 %), Bikol (6 %), Waray (3,4 %), autres (25,3 %)

Religions : catholiques romains (80,9 %), protestants et autres Églises chrétiennes (11,6 %), musulmans (5 %)

Taux de croissance démographique (est. 2012) : 1,9 %

Espérance de vie (2011) : 72,2 ans (femme) et 65,5 ans (homme)

Indice de fécondité (2011) : 3,1

Taux de natalité (2011) : 24,8 ‰

Taux de mortalité (2011) : 5,8 ‰

Taux de mortalité infantile (2011) : 20,2 ‰

Taux d'alphabétisation (> 15 ans) (2008) : 95,4 %

Taux d'urbanisation (2011) : 48,9 %

Indice de développement humain (2012) : 0,683 (rang 114)

Indicateurs économiques

Monnaie : peso (1 euro = 58,40 pesos, octobre 2013)

Dette extérieure (fin 2012) : 60,3 milliards \$ US

PIB par habitant ou *per capita* en parité de pouvoir d'achat courant (FMI, 2013) : 4 440 \$ US

PIB par habitant ou *per capita* en dollars courants (FMI, 2013) : 2 594 \$ US

Taux de croissance du PIB (est. 2013) : 7 % (6,6% en 2012)

Répartition du PIB par secteur d'activité (2012) : agriculture (12,8 %), industrie (31,5 %), services (55,7 %)

Taux d'inflation (2012) : 3,1 %

Taux de chômage (2012) : 7 %

Taux de sous-emploi (2013) : 19,2 %

Taux de population vivant sous le seuil de pauvreté (2009) : 26,5 %

IDE entrant (cumulés ou stocks) (est. 2012) : 31,27 milliards \$ US

IDE sortant (cumulés ou stocks) (est. 2012) : 8,953 milliards \$ US

Principaux partenaires commerciaux : Japon, États-Unis, République populaire de Chine, Singapour

Importations (2012) : 61,6 milliards \$ US

Principaux produits importés (2012) : céréales ; minerais ; acier et fer ; plastiques ; machinerie-outils ; équipements de transport ; équipements de télécommunications ; énergies fossiles ; matériels électroniques

Exportations (2012) : 46,330 milliards \$ US

Principaux produits exportés (2012) : pièces en métaux ; huile de noix de coco ; matériels électroniques ; composants automobiles et aéronautiques ; composants pour téléviseur ; textile ; mobilier ; thon ; banane ; semi-conducteurs

Portraits

Miriam Coronel-Ferrer

Madame Miriam Coronel-Ferrer est la première femme président l'équipe de négociateurs gouvernementaux dans le processus de paix avec le Moro Islamic Liberation Front (MILF). Toute sa carrière professionnelle est centrée sur les études de la paix et la résolution des conflits en tant que professeur de sciences politiques à l'université des Philippines (UP), puis comme directrice du Third World Studies Center et du programme « Paix, démocratisation et droits de l'Homme » de cette même université. À l'étranger, Miriam Coronel-Ferrer fut impliquée dans la campagne internationale qui visait à interdire les mines antipersonnel. Cette campagne remportait le prix Nobel de la paix en 1994. Miriam Ferrer s'est ensuite jointe à des missions internationales enquêtant sur les violences et les violations des droits de l'Homme au Cambodge, au Timor Oriental et au Népal.

De par son parcours professionnel et de grandes qualités de négociatrice, Miriam Coronel-Ferrer a pu gagner rapidement la confiance des négociateurs du MILF. C'est sur ses épaules que repose, depuis le début de l'année 2013, la lourde responsabilité de signer les quatre annexes de l'accord-cadre.

Marites Danguilan Vitug

Marites Danguilan Vitug est l'une des journalistes d'investigation les plus redoutées et redoutables des Philippines. De nombreuses enquêtes publiées par le magazine *Newsbreak* (dont elle est l'une des fondatrices) lui vaudront plusieurs récompenses nationales et internationales, mais aussi de nombreuses menaces de mort et des procès³⁹. Dans ses ouvrages, Marites Vitug dénonce, avec courage et de solides arguments, les mafias qui exploitent les forêts de l'archipel⁴⁰ ou la malhonnêteté des magistrats de la Cour suprême⁴¹. Marites Vitug est l'une des principales enquêtrices dans le scandale du PDAF et du fonds de Malampaya.

³⁹ *Newsbreak* est de nos jours en ligne et est associé au groupe Rappler (*Rappler.com*).

⁴⁰ Marites Vitug, *Power from the Forest : the politics of logging*, Quezon City, Philippine Center for Investigative Journalism, 1993, 277 p.

⁴¹ Marites Vitug, *Shadow of Doubt : Probing the Supreme Court*, Pasig City, Newsbreak, 2010, 268 p.

Affiche politique



Élections générales du 13 mai 2013.

Lorsque les Philippines entrent en période préélectorale, le paysage urbain se couvre des posters des candidats. Ici, les murs ont été épargnés car la municipalité a mis à la disposition des candidats des panneaux électoraux. Les affiches montrées sur cette photo correspondent à des candidats locaux (de maires à conseillers municipaux).